

EUROPE

L'immigration domine le sommet euro-africain

• **L'aide au développement pour parer au fléau?**

• **Sécurité en Centrafrique, une priorité**

L'UNION européenne, en perte de vitesse en Afrique en raison du dossier de l'immigration illégale, de l'instabilité politique du continent et de la concurrence chinoise, tente de retrouver sa position dominante. Tel est l'objectif de la 4e édition du sommet UE-Afrique, qui s'achève aujourd'hui jeudi 3 avril après 48 heures de négociations (voir aussi L'Economiste n° 4245 du 1er avril).

L'Afrique a répondu en masse à l'appel de Bruxelles. Quelque 53 chefs d'Etat africains ont fait le déplacement. A noter que les conflits postcoloniaux continuent à miner ce type de grand-messe. Cette fois, Robert Mugabe, président du Zimbabwe, a décidé de boycotter l'évènement, son épouse n'ayant pas

réussi à obtenir de visa. Sans préciser si c'était en solidarité avec son homologue ou pour des raisons différentes, Jacob Zuma, président sud-africain, a annulé sa visite dans la foulée.

Le Maroc, lui, était bel et bien représenté par une délégation, chapeautée notamment par Salaheddine Mezouar, chef de la diplomatie, et Mbarka Bouaida, ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération. Michel Mann, porte-parole de Catherine Ashton, a d'ailleurs souligné que «la coopération entre l'UE et le Maroc est très étroite en matière de paix, de sécurité et de règlement des conflits».

Malgré cette entente cordiale que tous les diplomates soulignent à chaque occasion, les tractations autour du dossier de l'immigration s'étirent sans qu'une issue mutuellement satisfaisante ne se profile à l'horizon.

Ce dossier a encore une fois été dépourvu, et la tragédie de Lampedusa érigée en dramatique précédent à éviter à tout prix. Renchérissant dans ce sens,



Salaheddine Mezouar, chef de la diplomatie marocaine, reçu par Jose Manuel Barroso, président de la Commission européenne (à gauche) et Herman Von Rompuy, président du Conseil européen, lors du sommet UE/Afrique, hier mercredi 2 avril (Ph. AFP)

Alpha Conde, président de la Guinée (Conakry), a déclaré aussi vouloir «sortir du dialogue de sourds», mais estime que le problème ne pourra se résoudre sans une augmentation de l'aide au développement. Une position qui va dans le sens de la réorientation de l'aide européenne, qui veut se concentrer plus particulièrement sur la formation et l'emploi des jeunes.

En termes d'insécurité, l'autre point chaud de ce sommet, l'Union a décidé de parer au plus urgent en organisant un mini-sommet sur la Centrafrique, en ouverture de cette réunion euro-africaine

hier mercredi 2 avril, et au lendemain du lancement de la mission militaire Eufor-RCA. Une mission européenne qui a traîné, et dont le déploiement prendra encore quelques semaines. A l'heure où nous mettons sous presse, Catherine Samba-Panza, présidente de transition de la Centrafrique, devait encore présenter les besoins sécuritaires et humanitaires de son pays, qui connaît un nouveau regain de violence.

Jusque-là, l'UE mise quelque 20 milliards d'euros sur

l'Afrique, soit 45% du total des aides reçues par le continent. 3 milliards d'euros seront aussi débloqués au cours des 7 prochaines années pour soutenir l'agriculture. Les Africains soulignent tout de même que le continent «a plus besoin de coopération économique et d'investissements que d'aides» s'il veut suivre la voie de l'Asie du Sud-Est. □

Rime AIT EL HAJ

groupe
ECO•MEDIAS

Recherche dans le cadre
de son développement

CORRECTEUR (H/F)

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com